

Nilssen, Sigrid Marie

## La France Clivée

### L'AFFAIRE DREYFUS ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Bacheloroppgave i Fransk

Veileder: Trude Kolderup

Juni 2020





Nilssen, Sigrid Marie

## **La France Clivée**

L'AFFAIRE DREYFUS ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Bacheloroppgave i Fransk  
Veileder: Trude Kolderup  
Juni 2020

Norges teknisk-naturvitenskapelige universitet  
Det humanistiske fakultet  
Institutt for språk og litteratur



Kunnskap for en bedre verden



# Table des matières

<i>La France Clivée- L’Affaire Dreyfus et l’identité nationale.....</i>	
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>METHODE.....</b>	<b>1</b>
<b>THEORIE .....</b>	<b>2</b>
<b>I. UNE REPUBLIQUE EN CONSTRUCTION .....</b>	<b>4</b>
Le rassemblement d’un peuple français.....	4
Défense des frontières .....	6
Défense de la nation.....	7
<b>II. LA CRISTALLISATION DES IDENTITES.....</b>	<b>9</b>
L’erreur judiciaire .....	9
Le tournant et l’universalisation de l’Affaire.....	11
L’Affaire d’aujourd’hui.....	15
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>20</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>21</b>

## INTRODUCTION

La Norvège, la France, toutes nations sentent de temps en temps le besoin de définir ce qui leur est typique. Ce besoin s'est manifesté au XIX<sup>e</sup> siècle quand les nations se sont formées comme corps politiques accolés à une culture. Il s'est passé beaucoup depuis cette construction de nations européennes, mais le besoin d'établir une cohérence nationale ou une identité nationale est toujours viable. On peut alors se demander si l'histoire a marqué cette identité ? Il est dit que l'identité change avec le temps, donc qu'elle est le produit de l'histoire, mais quels événements ont marqué l'identité française ?

Un événement bien connu par tous Français et qui se place dans un contexte historique crucial pour la formation de la nation française est l'Affaire Dreyfus ; en décembre 1894, le capitaine Dreyfus est condamné devant le conseil de guerre pour haute trahison. Il est chargé d'avoir donné des documents secrets aux Allemands. L'évènement déclenche une réaction énorme. Rapidement, il devient une question d'opinion publique. Tous les journaux écrivent sur l'Affaire, plaidant pour ou contre la condamnation du capitaine. Toute la France se forge une opinion et se déchire par conséquent entre les dreyfusards et les antidreyfusards. Aujourd'hui, l'Affaire est appelée une « épreuve du feu » pour la république qui a « montré les limites de la démocratie » (Perrot, 2009, p. 1). L'évènement semble aussi très important pour les Français aujourd'hui et on peut alors se poser la question suivante, qui est le point de départ de ce mémoire ; *Pourquoi et de quelle manière l'Affaire Dreyfus fait-elle partie de l'identité française aujourd'hui ?*

Dans la première partie nous étudierons le contexte crucial pour comprendre l'ampleur de l'Affaire. Cette partie met en relief le rassemblement du peuple, la xénophobie et l'antisémitisme en essayant d'expliquer les raisons de l'effet bouleversant de l'Affaire. Cette partie est beaucoup plus courte que la deuxième, car elle ne décrit que la préhistoire de l'Affaire. Dans la deuxième partie nous nous intéresserons au développement de l'Affaire, le déchirement de la France et les empreints de ce clivage en France aujourd'hui. Cette partie met alors en évidence comment l'Affaire s'enracine dans l'esprit français.

## METHODE

Quand j'ai commencé ce projet, j'ai d'abord été intéressée par l'Affaire Dreyfus en elle-même. Il existe un nombre important d'ouvrages sur l'Affaire. Donc, premièrement j'ai mis la

littérature secondaire en relief en étudiant *The Dreyfus Affair, In French Society and Politics* d'Eric Cahm et *Que sais-je ? L'Affaire Dreyfus* de Pierre Miquel. Ces deux livres présentent l'Affaire en elle-même. Ses citations d'auteurs contemporains m'ont inspiré à trouver des sources primaires sur Google ou Gallica. Ce travail était très complexe et de longue haleine et par conséquent je ne suis pas arrivée à trouver toutes ces sources primaires. Un autre livre que j'ai utilisé est *Une brève histoire culturelle de l'Europe* d'Emmanuelle Loyer, qu'une professeure en France m'avait recommandée. Un extrait de ce livre était le déclencheur pour mon travail sur l'identité nationale.

En travaillant sur l'identité nationale et l'actualité de l'Affaire Dreyfus j'ai principalement travaillé avec des articles de journaux (*Le Monde, Le Figaro* et *Libération*). Pour compléter ces journaux j'ai aussi utilisé un article d'Anne-Marie Thiesse ; *La nation, une construction politique et culturelle* et un entretien de l'historien Gérard Noiriel sur l'identité nationale, publié dans *SavoirAgir*. Ces travaux m'ont aidé à comprendre cette notion et sa complexité. En essayant de compléter les articles de journaux parlant de la France d'aujourd'hui, j'ai aussi écouté des podcasts sur FranceCulture.

## THEORIE

*Qu'est-ce qu'être Français ?* Le fait que cette question se trouve au milieu de plusieurs débats dans la France moderne témoigne d'une volonté de rassembler les citoyens français, en définissant ce qui leur sont typique. Quand on parle d'un tel rassemblement, on utilise souvent la conception *nation*. Le dictionnaire *Larousse* définit une nation par « ensemble des êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique. » Il s'agit alors de rassembler les citoyens en créant une sorte de communauté.

Même si cette communauté se fonde sur des principes assez palpables, tels que l'histoire, la tradition et la langue, ce rassemblement d'idées est souvent présenté comme une construction sociale. Benedict Anderson propose une théorie sur cette construction très répandue. Il parle des « communautés imaginées » ou « imagined communities » (Anderson, 2016). Il ne s'agit pas d'une communauté palpable et réelle, mais plutôt une communauté construite et imaginée. (Vold, 2019, p. 285) Cependant, le fait que cette communauté soit imaginée ne la fait pas moins forte. Car, en créant une nation on donne une âme au pays. Ensuite, en s'attachant à cette âme, on donne un sentiment d'appartenance. Ce sentiment créé par ces liens plus ou moins imaginatifs est très fort. Par exemple, lors de guerres pour la

patrie, on sacrifie sa vie pour cette idée d'une nation (Vold, 2019, p. 279). De ce fait, l'individu s'identifie à cette construction nationale. Il se développe alors une identité nationale, une identité dite commune pour tous les citoyens d'une nation.

L'identité nationale est une conception qui apparaît en France dans les années 1980. Dans une interview publiée dans *Le Monde*, l'historienne Anne-Marie Thiesse explique que : "C'est une époque où il est devenu plus difficile de mobiliser d'autres identités, comme l'identité de "classe" par exemple, touchée par le déclin du marxisme." (Wieder, 2009) Donc, en manquant d'autres identités, l'idée d'une identité nationale s'enracine en France. Durant les dernières décennies, ce débat réapparaît à cause d'une peur d'un déclin national après une immigration énorme (Wieder, 2009). La pensée que l'on peut perdre ce qui est français lance un intérêt à préserver l'identité de la France. Mais qu'est-ce qui est réellement français ? En essayant de comprendre l'âme de la France, on doit comprendre l'idée de la nation française et son origine.

L'idée d'une nation française commence avec la Révolution. Avant 1789, l'unité du pays vient d'un roi et mise à part ce roi, les Français sont très différents. La France se caractérise par plusieurs coutumes, traditions, histoires et religions. Après la Révolution et la *Déclaration des droits de l'Homme*, l'idée d'une France fondée sur ses citoyens se développe avec la formation d'une démocratie. La diversité devient alors un problème, car les Français sont trop différents pour qu'une démocratie puisse fonctionner. Les rêves révolutionnaires exigent alors un rassemblement. Par conséquent, la nécessité d'une construction nationale devient de plus en plus présente au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce siècle se distingue aussi comme le siècle de la construction nationale à l'échelle européenne; l'unification de quelques États et la division des autres, au but de créer de nouvelles *nations* (Palmer et al., 2014, p. 536). En Norvège par exemple, cette construction nationale se manifeste à travers le romantisme national (*nasjonalromantikken*), qui commence après la constitution de 1814, une ère dans laquelle les Norvégiens construisent une identité norvégienne en fêtant tous ce que leur est typique : le folklore, la langue, la nature etc. (Hyvik, 2015). La France est aussi bien influencée par cette vague nationaliste, et sa construction nationale commence pendant la troisième République. Cette république est une démocratie et par conséquent le rassemblement national est aussi indispensable. (Thiesse, 2007). Ce rassemblement national est alors lié au corps politique. En conséquence, l'idée de la nation française est bien influencée par l'idée d'une république.

## I. UNE REPUBLIQUE EN CONSTRUCTION

### Le rassemblement d'un peuple français

Même si l'idée d'une nation commence en 1789 avec la Révolution et la *Déclaration des Droits de l'Homme*, elle ne s'établit pas avant la troisième République en 1870. Les Français utilisent presque un siècle pour accomplir ses rêves de la Révolution. La raison de ce développement tardif est le fossé entre les pensées révolutionnaires et les pensées de l'ancienne France. L'Ancien Régime désigne un régime politique et social qui se fonde sur l'idée d'une société d'ordres avec le roi, la noblesse et le clergé en haut. De plus, avant la Révolution, la France est une monarchie absolue. Ce sont alors ces privilèges auxquels les révolutionnaires s'opposent, en luttant pour un pays dirigé par les citoyens.

Ces idées d'une démocratie et de l'égalité sont bouleversantes pour beaucoup de Français. Par conséquent, la France est écartelée entre la tradition de féodalisme et la modernité d'une démocratie tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. La société se sépare entre les républicains et les monarchistes, créant un siècle très instable avec des régimes contradictoires. Après ce siècle d'instabilité, la troisième République est proclamée dans l'espoir qu'elle accomplira finalement les rêves de la Révolution. Les Français ont déjà essayé d'établir une république plusieurs fois, mais elles s'écroulent toujours. Alors, comment faire une république solide et résistante ?

Au moment de la proclamation, la France reste toujours trop divisée et décentralisée pour qu'une république dirigée par les citoyens puisse fonctionner. De plus, il existe toujours beaucoup de monarchistes hostiles envers l'idée d'une république. Donc, sa proclamation n'est pas si simple. Pour faire adhérer les Français à l'idée d'une république, on essaye alors de rassembler la France comme nation autour des valeurs républicaines. Cette idée d'un rassemblement suit le fil de pensée européen de la construction nationale, mais plutôt que de mettre la culture commune en relief, il se base sur les idées de la république.

Cette mise en avant de la république se voit entre autres à travers une symbolique républicaine incarnant le régime, qui est mise en place dans les années 1880. De plus, la Marseillaise est adoptée comme hymne national. On déclare le 14 juillet la fête nationale et on crée une devise nationale : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Ces symboles ont pour fonction de créer un lien affectif entre les Français et leur régime. Cependant, c'est avant tout la création d'une identité démocratique qui démasque la volonté de rassembler la France.

Au début des années 1880, il est voté une série de lois sur l'école primaire, ce qu'on appelle les lois Jules Ferry. Ces lois rendent l'école gratuite, obligatoire et laïque. Il existe alors maintenant une instruction identique donnée à tous les enfants français. De plus, les maîtres diffusent le message républicain. Ces lois créent ainsi une relation entre les citoyens et la nation. Tous les Français obtiennent le même point de départ, ce qui a pour résultat une France beaucoup plus rassemblée. De plus, l'enseignement fait des citoyens patriotes, ce qui renforce l'identité nationale chez les élèves. Ces lois contribuent ainsi à créer un sentiment d'appartenance à la société française et à la République. En plus, l'école Ferry mène à une alphabétisation beaucoup plus répandue (Boza, 2019, p. 21). C'est-à-dire que le pourcentage des Français qui peuvent lire augmente. La lecture ouvre des portes, et donne à la population la possibilité de suivre les nouvelles dans les journaux et de s'engager dans la société. En créant une appartenance française en même temps qu'on apprend à lire, il est alors créé une forme d'opinion publique. Les citoyens commencent ainsi petit à petit à faire partie de la société française.

Il y a aussi une autre loi démocratique qui favorise le développement d'une opinion publique : la loi de 1881 sur la liberté de la presse, une loi toujours existante de nos jours (Erre, 2018). Même si l'idée d'une presse libre est introduite pendant la Révolution, cette liberté a été restreinte pendant la plupart du XIX<sup>ème</sup> siècle avec des censures (Erre). Ces censures ont été plus ou moins imposées, mais supportent toutes l'idée d'un pouvoir qui contrôle la presse, une restriction de la libre pensée. Ce n'est alors pas avant 1881 que la liberté est donnée aux Français. Cette loi marque « l'aboutissement d'un long bras de fer entre le pouvoir et les journaux » (Erre). Il n'y a plus cet aspect contrôlant de la presse et de la population, ce qui crée une liberté énorme. En donnant aux Français cette possibilité de forger des avis, de les discuter et de les publier dans des journaux, les citoyens s'installent comme une puissance encore plus grande.

En même temps que les lois démocratiques donnent plus de puissance aux citoyens, ces derniers renforcent aussi l'idée d'une France républicaine et démocratique. Les lois scolaires soutiennent le pilier d'égalité en étant pour tous, et la loi sur la presse met en évidence la liberté. Ces lois donnent alors de la force à la création d'une identité qui se base sur des valeurs républicaines. Cette identité semble indépendante des critères de langue, race ou ethnicité, et ouvre alors les portes pour une définition ouverte de la nation. Ernest Renan, qui est un des premiers hommes qui définit la nation française, écrit que : « Une nation est une âme, un principe spirituel [...] le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la

volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. » (Renan, 1882, p. 8). Il décrit la nation comme une conception de volonté et de l'envie. C'est l'adhésion à l'âme française, alors l'identité démocratique qui crée le fondement pour la nation. C'est en s'attachant à ces idées que l'on devient Français. Il présente alors une définition ouverte de la nation qui est plutôt tournée vers l'avenir que vers le passé et l'héritage. À travers le renforcement des lois démocratiques et des valeurs Républicaines, il est alors créé une appartenance qui selon Renan est assez forte pour constituer l'identité nationale en soi-même, ce qui ouvre la définition de la nation française.

### Défense des frontières

Même si la France se tourne vers l'avenir et vers une démocratie, il reste encore beaucoup de pensées plutôt traditionnelles<sup>1</sup> en France, à cause de l'incertitude et de la peur qui traversent le pays. Premièrement, l'instabilité du siècle précédent rend les Français incertains du régime. De plus, la troisième République est proclamée en temps de guerre et la défaite en 1871 déstabilise encore plus la France. L'économie est affaiblie par la perte de l'Alsace-Lorraine et par l'obligation de payer les réparations de guerre. La France est aussi bien humiliée par cette défaite, ce qui contribue alors à un désir de vengeance. Cependant, la population a peur d'une nouvelle guerre et bien sûr d'une nouvelle défaite. Ces sentiments forts et ambigus créent une nation hésitante et difficile à contrôler, en particulier par un nouveau régime auquel on manque confiance.

En essayant de calmer les citoyens et protéger la France, l'État donne la priorité à l'armée et un militarisme se développe au sein de l'État français. Au cours des années 1890, l'objectif de la France était de rattraper l'Allemagne militairement (Mitchell, 1982, p. 489) pour l'empêcher de s'imposer comme grande puissance. De ce fait, après la défaite, un deuxième bureau est créé pour mettre en place une organisation clandestine à but militaire. Cette organisation aurait ainsi prémuni la France contre une attaque allemande en travaillant avec des renseignements sur l'ennemi. Malheureusement, en même temps que la France réorganise son armée, l'Allemagne grandit et les Français en deviennent par conséquent de plus en plus nerveux.

---

<sup>1</sup> Tradition : Voir en arrière, se fonder sur le passé, mettre l'héritage et l'histoire en relief. De plus, mettre des idées préévolutionnaires en focus, comme par exemple un État fort.

Cette nervosité se voit dans l'armée à travers des mesures proposées vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Sandherre, le chef du deuxième bureau, conseille une initiative contre l'espionnage. Il propose de faire deux listes d'ennemis ; « le carnet A pour les étrangers (Allemands surtout) en âge de servir et vivant en France, et le Carnet B pour ceux étrangers ou Français qui étaient particulièrement soupçonnés d'espionnage. »(Mitchell, 1982, p. 495). Cette initiative montre l'augmentation du militarisme en France, et aussi la peur de l'Allemagne. De plus, elle démontre une méfiance beaucoup plus fondamentale, la méfiance de tout ce qui n'est pas français ; une sorte de xénophobie.

### Défense de la nation

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette xénophobie se manifeste de plus en plus à travers un antisémitisme fort, et ceci malgré que la haine religieuse envers les Juifs soit considérée terminée plus ou moins avec la Révolution. Les idées de liberté et d'égalité dans la *Déclaration des droits de l'Homme* supplées par la pensée ouverte d'une nation (de Renan), font que la France devient le pays vers lequel tous les Juifs menacés par des actes violents s'enfuient. Stanislas de Clermont Tonnerre, un homme politique pendant la Révolution, dit dans son discours du 23 décembre 1789 que : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus » (Le grand discours de Stanislas de Clermont-Tonnerre, député de Paris, et repris dans (Boza, 2019, p. 10). Cette promulgation affirme les pensées déjà inscrites dans la *Déclaration de Droit de l'Homme*, que tous citoyens doivent avoir les mêmes droits en tant qu'individus. Cependant, elle précise aussi qu'on ne donne rien aux autres cultures ou nations. Donc, les Juifs peuvent être acceptés comme citoyens français, mais pas comme *nation*.

La raison pour laquelle les juifs sont refusés comme communauté inclus dans la nation est probablement qu'ils sont considérés comme une menace contre la nationalité française. Le judaïsme est particulier, car il est beaucoup plus qu'une religion et constitue une identité en soi-même. Selon l'historien Daniel Boyarin ; « le judaïsme perturbe les catégories d'identité car ce n'est pas géographique, généalogique ou même religieux, mais toutes celles-ci en tension dialectique avec eux-mêmes »<sup>2</sup> (Boyarin et Boyarin, 1993, p. 721) Alors, s'identifier comme Juif, serait de s'identifier avec une histoire, une langue, une culture et une religion différentes que celles des Français. La définition de Renan, qui parle de la volonté comme

---

<sup>2</sup> « Jewishness disrupts categories of identity because it is not national, genealogical, or even religious, but all of these, in dialectical tension with one another. »

condition pour devenir Français, rencontre ici un défi. Il est attendu qu'on s'adhère aux principes français en devenant Français, mais est-ce qu'il s'agit d'une assimilation complète ? Est-il possible d'être juif et Français, ou est-ce que le judaïsme constitue une identité trop complexe en soi-même ?

L'idée du judaïsme comme une communauté qui s'accorde mal avec l'idée de la France s'établit de plus en plus vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette exclusion des juifs commence premièrement à cause de la xénophobie. Cependant, des autres changements sociaux en France l'aggravent. Il apparaît, pour les Français, que les Juifs prennent de plus en plus de place dans la société. Avant la guerre franco-prussienne la majorité des Juifs habitent en Alsace-Lorraine, mais après la perte de l'Alsace ces juifs déménagent à Paris à cause de la liberté et de l'égalité acquises en France. Les Juifs occupent alors plusieurs places importantes dans la structure républicaine et plusieurs Français considèrent ceci comme une sorte d'invasion juive (Cahm, 1996, p. 11) Lorsque, en déménageant de l'Alsace à Paris ils réussissent à créer une vie bourgeoise ; c'est-à-dire de la haute société, et les Français en deviennent jaloux. Il semble que le quotidien des « vrais Français » est menacé et la haine contre les juifs prend alors une dimension socio-économique. Donc, en même temps qu'ils présentent une menace contre la construction nationale, ils semblent aussi dangereux au niveau économique, en tant que participant de la société française.

Néanmoins, ces pensées ne commencent pas comme un mouvement populaire. C'est avant tout l'auteur Édouard Drumont qui appelle l'attention des Français à ces « problèmes » et ce qu'il appelle « l'invasion juive ». Dans son livre *La France Juive* publié en 1886 (Jacquet, 2012), il explique que les Juifs donnent une cause à tout malheur français. À cause de ce livre, Drumont devient le prophète de l'antisémitisme et après sa publication, il continue de condamner les juifs dans son journal *La libre parole* (Cahm, 1996, p. 12) avec le sous-titre « La France aux Français ». Grâce à l'alphabétisation des citoyens, Édouard Drumont arrive à propager ses pensées antisémites partout en France, ce qui devient bien visible pendant l'Affaire Dreyfus.

L'objectif de Drumont de faire une France pour les Français en excluant les Juifs, dévoile l'idée d'une prédominance nationale. Il démontre un amour énorme pour son propre pays, et aussi la pensée de la France comme une nation supérieure. Lorsque ces sentiments nationaux deviennent source de mépris ou de rivalité qui se basent sur des tendances racistes et xénophobes, on parle d'un nationalisme dans le mauvais sens. Ce nationalisme affirme la prédominance de l'intérêt national et est « une idéologie dominatrice, xénophobe et raciste,

subordonnant tous les problèmes de politique intérieure et extérieure au développement et à la domination hégémonique de la nation »(Le Monde Diplomatique). L'augmentation de la xénophobie et de l'antisémitisme, parallèle à la construction nationale, fait de sorte que le nationalisme commence à se développer peu à peu.

\*

Quand la France s'établit comme nation et comme république il y a alors deux tendances dans la société. La volonté de créer une nation d'un côté, mais la peur d'instabilité dans l'autre. Un camp valorise la progression et l'identité démocratique, tandis que l'autre met la protection du pays et de la nation en relief. Dans un entretien publié dans *Savoir/Agir* Gérard Noiriél écrit : « On voit naître une opposition entre un pôle « national-sécuritaire » et un pôle « social-humanitaire » (SavoirAgir, 2007). Ces deux camps font une France vacillante entre le passé et l'avenir, entre les institutions et les valeurs, entre la démocratie et le nationalisme. Ainsi, paradoxalement, en essayant de réunir la France et créer une France fraternelle, la France se déchire entre deux. Cette France instable va être bouleversée par l'Affaire Dreyfus qui amplifie ces deux camps et fait que la division s'enracine plus dans l'esprit français.

## II. LA CRISTALLISATION DES IDENTITES

On peut diviser l'Affaire Dreyfus dans trois parties différentes. La première traite l'arrestation, le procès et ses irrégularités. C'est le temps quand il s'agit toujours d'une « simple » erreur juridique. La vraie Affaire par contre n'éclate qu'en 1898 avec *J'Accuse* de Zola, ce qui introduit la deuxième partie de l'Affaire. C'est après la publication de cette lettre que la France se déchire véritablement en deux ; d'un côté nous avons les dreyfusards et dans l'autre les antidreyfusards. La troisième partie de l'Affaire montre ses répercussions énormes, alors ses énormes empreints.

### L'erreur judiciaire

L'Affaire Dreyfus commence en 1894 avec la découverte d'un bordereau dans l'ambassade d'Allemagne. Ce bordereau présente des secrets militaires, et prouve qu'il y a un traître dans l'armée française. Comme nous l'avons vu, l'armée est au moment dominé par l'incertitude et la peur d'une nouvelle guerre. Par conséquent, la présence d'un traître les terrifie. Le ministre de la guerre lance alors une enquête et impose de retrouver rapidement le

fautif. En cherchant ils trouvent le coupable idéal ; le Capitaine Alfred Dreyfus. Il est à l'État-Major, donc il a accès à tous les documents importants. Il est Alsacien et parle alors allemand. De plus, il est juif. Dans ce pays avec une montée de nationalisme, il représente tout ce qui semble dangereux. Cependant, Dreyfus nie tout et « une incroyable succession de mensonge, de faux écrits, d'allégation erronée, de détournement d'enquête, de violation de droit de la part des militaires et du tribunal militaire » (ARTE, 2017) commencent. Le 15 octobre Dreyfus est arrêté, mais il refuse toujours toutes les allégations. Néanmoins, il est inculpé pour interactions avec l'ennemi et incarcéré dans le secret total.

Le 29 octobre, l'Affaire est relevée dans le journal antisémite *La libre Parole*. Dans cette publication ils se demandent : « Pourquoi l'autorité militaire garde-t-elle un silence absolu ? » (Miquel, 1985, p. 26). L'Affaire est alors dévoilée au public, et cela avant même d'être connue à l'État-Major, ce qui montre l'importance de la presse et de l'opinion publique. Il est alors bien visible, déjà dans cette partie de l'Affaire, que l'opinion publique a une place importante dans la société française. La nouvelle d'un traître inquiète les Français, en particulier parce que l'on parle d'un traître dans l'armée. C'est l'organe de protection qui est menacé, et cela dans un pays donnant la priorité à la sécurité nationale. Alors, cette arrestation d'un officier juif est illustrée comme jeter de l'huile sur le feu. Par conséquent les sentiments d'inquiétude et de crainte s'enracinent de plus en plus, et le besoin de condamner quelqu'un passionne et déstabilise le peuple.

Dreyfus est finalement condamné le 22 décembre à la dégradation et déportation. En France se déclenche un soulagement immense et la crédibilité de l'État est sauvée. Les journaux continuent tout de même à condamner Dreyfus. En particulier les journaux antisémites profitent de la situation, en utilisant la trahison de Dreyfus comme la preuve de la nature méprisante des juifs. Le développement de l'antisémitisme en France qui a commencé progressivement dans les années 1880, s'enracine alors finalement comme doctrine. Le journal *Le petit journal* écrit le lendemain de la dégradation que la foule s'est écriée : « Misérable ! Traître ! Judas ! » et « À mort le traître ! Le vendu ! L'espion ! » (Le petit journal, 1895, p. 1), ce qui montre l'antisémitisme et la xénophobie qui nourrissent le camp de l'antidreyfusisme. Cela constitue le premier épisode de l'Affaire. Cet épisode montre la volonté du peuple de se protéger, prouve la puissance de l'opinion publique et marque alors le début de l'Affaire Dreyfus.

Même si c'est le camp des antidreyfusards qui domine l'opinion publique au début de l'Affaire, il y a aussi un petit nombre de dreyfusards, qui argumentent pour son innocence, et

qui se combattent ainsi pour sa justice. Cette défense dreyfusienne commence avec l'attention de sa famille qui engage l'écrivain Bernard Lazare. Il publie en 1896 une brochure : *L'Affaire Dreyfus- Une erreur Judiciaire*, dans laquelle il proteste « au nom de cette justice qu'on a méconnue » (Foulon(a)). La publication est envoyée à 35 000 personnalités, mais la brochure n'arrive pas à passionner les Français. Il marque tout de même le début du dreyfusisme et est donc nommé le premier dreyfusard. Dans les années suivantes, de plus en plus de Français s'affilient au dreyfusisme, en particulier des jeunes universitaires ou débutants en lettres, prenant parti pour le capitaine (Loyer, 2017, p. 206) Mais, malgré les tentatives de la famille et de quelques intellectuels, les dreyfusards restent minoritaires et peu importants jusqu'à la publication de *J'Accuse* de Zola.

Émile Zola est écrivain et considéré chef de file du mouvement naturaliste. Quand l'Affaire s'éclate il est au sommet de sa carrière littéraire, et ses œuvres se vendent bien. Quoique Zola ne semble pas prendre de parti aux premiers abords, il publie bien des œuvres dreyfusiennes avant le fameux *J'Accuse*. Il commence par publier trois articles dans *Le Figaro* à partir de novembre 1897, dans lesquels il dénonce l'antisémitisme et décrit les circonstances de l'Affaire. Les lecteurs de *Le Figaro* n'aiment pas ces publications et menacent de se désabonner. Donc, Zola doit poursuivre son combat autrement (Passerelle(s), p. 4).

Le 13 janvier 1898 Zola publie sa lettre ouverte à Monsieur le Président dans *l'Aurore*. Dans la lettre Zola démontre les fautes de l'État-Major, soit juridique soit politique, et présente toutes les irrégularités de l'Affaire. Selon Zola l'État-Major n'a ni respecté la justice ni la vérité pendant cette affaire : « Cette vérité, cette justice, que nous avons si passionnément voulues, quelle détresse à les voir ainsi souffletées, plus méconnues et plus obscurcies ! » (Zola, 1898). Il met en relief la destruction des valeurs française pendant l'Affaire. Alors, en éclairant ces faiblesses, il démontre la menace que cette erreur juridique pose vis-à-vis des idées mères de la république.

### Le tournant et l'universalisation de l'Affaire

Cette lettre ouverte à président Félix Faure, écrite par Zola, marque un tournant dans l'Affaire. Charles Péguy décrit ce tournement dans *Cahiers de la Quinzaine* : « Le choc donné fut si extraordinaire que Paris faillit se retourner » (Péguy, 1902). Les dreyfusards ont enfin un pionnier et par conséquence ils sont plus populaires. La France qui avant la lettre était dominée par l'antidreyfusisme se déchire ainsi en deux, les dreyfusards contre les

antidreyfusards. La passion des deux camps bouillit partout en France et l'opposition devient si forte qu'elle brouille des amis et divise des familles.

De plus, après les mots de Zola cette opposition ne traite plus seulement la condamnation de Dreyfus. L'Affaire s'universalise par ces mots et pour les dreyfusards il s'agit de ce moment des droits de l'individu et des valeurs universelles. Cette passion se voit avant tout par la prise de parole de plusieurs hommes, entre autres Clémenceau qui donne à la lettre de Zola le nom *J'Accuse* et rédige aussi quelques 670 articles pour l'innocence de Dreyfus (Tomei, 2010). Les dreyfusards se distinguent alors comme des défenseurs des valeurs universelles et des droits de l'homme et constituent alors un pôle « social-humanitaire ».

Cette prise de conscience de certaines personnes au nom des droits de l'homme, est unique pour l'Affaire et débouche sur l'insurrection du terme *intellectuel*. Même si ce terme existe déjà avant l'Affaire, c'est avant tout à travers un article écrit par Clémenceau en 1898 qu'il commence à être utilisé. Un modèle français de l'intellectuel prend ainsi forme et s'est ensuite exporté dans d'autres pays (Loyer, 2017, p. 204). Cette notion d'intellectuel est complexe, et en conséquence il existe plusieurs définitions différentes. Jean-Paul Sartre la définit par : « quelqu'un qui est fidèle à un ensemble politique et social, mais qui ne cesse de le contester. » (1968). Il s'agit alors de quelqu'un qui est toujours en opposition, qui est en concurrence avec les idées reçues, un contre-courant dans la société. Donc, à travers la passion de Zola et les autres intellectuels pendant l'Affaire, la volonté de contredire le pouvoir d'une manière systématique et vigoureuse en travaillant pour les valeurs universelles s'enracine dans la société.

Comme un prolongement de ce travail fait par les intellectuels, l'association : *La Ligue des droits de l'Homme* est fondée en 1898. Le but de cette association est de fortifier l'influence des dreyfusards, pour protéger tous ceux qui ont été témoins d'une violation de droits. En défendant « les principes et les traditions de la Révolution française » (Foulon(b)) elle soutient une France tournée vers l'avenir en étant ouverte et humanitaire. Par conséquent, le pôle « social-humanitaire » et l'héritage révolutionnaire sont ancrés dans l'esprit français.

L'opposition de ce pôle « social-humanitaire » du dreyfusisme, est le pôle « national-sécuritaire » de l'antidreyfusisme. Le point de repère le plus frappant de l'antidreyfusisme est l'antisémitisme. Même s'il existe avant l'Affaire, ce n'est pas très répandu. Cependant, pendant l'Affaire, cette haine est normalisée à travers les publications antisémites, et en conséquence elle se propage. Cet antisémitisme est tout de même un symptôme d'une

tendance beaucoup plus fondamentale : la protection nationale. C'est ce besoin de protéger la culture française et ses compatriotes qui devient le noyau de l'antidreyfusisme. Les antidreyfusards considèrent l'Affaire comme la preuve que tout ce qui semble étrange est dangereux. Par conséquent, l'Affaire amplifie les sentiments nationalistes déjà existant et il se développe un nationalisme très fermé en France. Ainsi, en même temps que le dreyfusisme s'universalise en parlant des valeurs humanitaires, l'antidreyfusisme s'universalise en s'adhérant à la sécurité de la nation.

Un discours par Maurice Barrès montre bien l'aspect nationaliste de l'antidreyfusisme. En 1899 il prononce son discours « La terre est les morts » qui est considéré comme le texte fondateur de *La ligue de la Patrie* (Demeure, 2016). Cette organisation est l'opposition de *La Ligue des droits de l'Homme*, car elle met la patrie au-dessus de l'individu. Dans son discours Barrès proclame que : « La terre nous donne une discipline, et nous sommes les prolongements des ancêtres. Voilà sur quelle réalité nous devons nous fonder. »(Barrès, 1899). Il démontre alors l'importance de l'héritage pour être considéré Français. Selon lui on est né Français, c'est un droit du sang et du sol. Cette idée de nationalité est très réductrice, car elle exclut plusieurs de la nationalité. De plus, en se rappelant des changements constants des frontières pendant des siècles, cette pensée semble assez arbitraire. L'antidreyfusisme marque alors le début d'une idée très étroite de ce qui est français, et aussi d'une idée tournée vers le passé et vers l'héritage.

L'antisémitisme énorme pendant l'Affaire dévoile aussi que les antidreyfusards s'appuient sur la conception d'une nation très étroite - peut-être, même plus étroite que la définition de Barrès. Comme déjà mentionné, le judaïsme est une religion particulière car elle constitue presque une identité nationale en soi-même. Il est tout de même important de se rappeler que le judaïsme n'est pas une nationalité. Selon la définition de Barrès il est alors bien possible d'être juif et Français, si on est né en France et a un héritage français. Cependant, pour les antisémites et pour beaucoup d'antidreyfusards ce mélange semble impossible. Même si Dreyfus est né en Alsace, quand cette région était toujours considérée française, il est toujours exclu de l'idée antidreyfusienne d'un Français. La nationalité française est alors présentée comme un phénomène construit et imaginé, qui doit être protégé contre des autres cultures pour garder sa pureté. L'antidreyfusisme soutient alors le développement d'une idée extrêmement étroite d'une nation.

Le nationalisme ne se manifeste pas seulement à travers l'exclusion des juifs et autres « nations », mais aussi à travers un amour énorme pour ce qui est national. Entre autres un

amour pour les institutions françaises. Dans le livre *L’Affaire Dreyfus*, Miquel écrit sur la pensée antidreyfusarde : « Abattre l’État-Major c’est dégrader la nation. Mieux vaut une injustice malheureuse qu’un désordre définitif entraînant le néant et la ruine des sentiments patriotiques » (Miquel, 1985, p. 86). Miquel présente ici l’idée d’un État intouchable, la Raison d’État, qui se développe et s’enracine comme une idée essentielle de l’antidreyfusisme après la publication de *J’Accuse* de Zola. D’une manière il ne s’agit plus de la culpabilité en soi, mais le principe du respect de la décision de l’État. Ce respect est associé aux sentiments nationaux qui se propagent à travers l’antidreyfusisme ; il faut qu’on respecte l’État car il est fondamental pour la nation, si on ne le respecte pas, on ne respecte pas la nation, et par conséquent les sentiments patriotiques se dissolvent.

L’opposition entre les dreyfusards et les antidreyfusards traite alors des questions beaucoup plus grandes que la culpabilité d’un officier. Il s’agit d’une opposition qui questionne ce qui est français. D’un côté on trouve les antidreyfusards, la protection nationale, un État fort et un penchant pour la tradition, et de l’autre on trouve les dreyfusards, les valeurs humanitaires, l’individu et l’avant-garde. Cette opposition entre ces deux camps représente une opposition qui questionne les idées fondamentales d’un régime et d’une nation. Ces idées sont alors importantes pour définir l’âme de la France. L’universalisation de l’Affaire évoque alors de nouveau une prise de conscience de ce qui est français, en même temps qu’elle scinde la France en deux.

Cette prise de conscience est amplifiée par l’attention internationale de l’Affaire. En plus d’être importante pour le rassemblement du pays, l’identité nationale est aussi importante pour la promotion d’un pays. En créant une identité nationale on crée un produit qu’on « vend » aux autres pays. Avec *les droits de l’Homme* et la Révolution, La France se distingue comme une nation libre et démocratique. L’image donnée aux autres nations est alors que la France est un pays ouvert et humanitaire. Quand l’Affaire Dreyfus, la condamnation d’un innocent, devient connue partout dans le monde, cette idée d’une France moderne est menacée.

La passion internationale de l’Affaire se présente entre autres après la nouvelle condamnation en 1896. Il y a des démonstrations dans les grandes villes du monde, entre autres ; Rome, Londres, Budapest et Chicago. À Chicago, des manifestants mettent le feu sur le tricolore et à Jersey les visiteurs français sont insultés en public et appelés « sales Français » (Burns, 1995). Il y a alors une passion dans le monde entier pour la libération de Dreyfus et contre la décision de l’État-Major. L’historien belge Émile Verhaeren décrit cette

passion européenne comme : « l'Europe entière a défendu l'esprit de la France contre la France elle-même » (Stengers, 1995, p. 289). Verhaeren démontre ici que même en dehors de la France on voit que la France est déchirée entre son idéal et sa tradition. En faisant une distinction entre ce qu'est la France et l'esprit de la France, il montre une diversité dans l'idée même du pays. Verhaeren nous donne alors une sorte de preuve que l'idée de la France donnée aux autres nations bascule et affirme qu'il existe deux « France » au temps de l'Affaire : celle de la tradition et celle de la modernité.

On aurait cru que cette opposition entre les dreyfusards et les antidreyfusards mourrait en 1896, quand Dreyfus obtient la grâce présidentielle. Cependant, les deux camps continuent à se battre car ni les dreyfusards ni les antidreyfusards sont satisfaits. Les dreyfusards exigent toujours une proclamation de l'innocence de Dreyfus et les antidreyfusards sont furieux à cause de la grâce présidentielle. Finalement, dix ans plus tard Dreyfus est rétabli dans l'armée. En d'autres mots l'Affaire dure 12 ans, une durée extrêmement longue pour une erreur juridique qui la donne plein du temps pour bouleverser la France. De plus, l'armée ne déclare pas son innocence avant 1995 (Guisnel, 1995). Cette fin imprécise dans trois étapes différentes, et aussi la durée extrêmement longue nous montrent que la France est déchirée entre deux points de vue au temps de l'Affaire et que cette opposition n'arrive pas à se mettre d'accord.

\*

Alors, L'Affaire Dreyfus qui commence en 1894 comme une erreur juridique, se développe et bouleverse la France à cause de son contexte particulier. De plus, l'Affaire s'universalise après la lettre de Zola en 1898. À partir de ce moment, il ne s'agit plus de la condamnation d'un officier, mais des grandes idées essentielles pour l'idée même de la France. D'un côté on trouve les dreyfusards et le pôle social-humanitaire et de l'autre côté on trouve les antidreyfusards et le pôle national-sécuritaire. Cette opposition des deux idées de la France se renforce par une passion internationale pour l'innocence du capitaine et les droits de l'individu. Malgré la passion internationale, les deux idées de la France continuent à se battre pendant plusieurs années.

### L'Affaire d'aujourd'hui

En voyant l'ampleur et la longueur de l'Affaire Dreyfus, il ne semble pas trop improbable que ce clivage dreyfusien influence toujours l'esprit français. Le contexte du XIX<sup>e</sup> siècle et celui d'aujourd'hui ont aussi des similarités, même s'ils semblent très différents.

Premièrement, on voit réapparaître aujourd'hui une prise de conscience de ce qui est français. Il y a toujours en France, et aussi dans des autres nations européennes, une volonté de définir et rassembler la nation. Cette passion contemporaine pour l'identité française a commencé en 2009 quand Nicolas Sarkozy a lancé un grand débat sur l'identité nationale. Cette passion se voit aussi à travers les programmes politiques d'aujourd'hui. Le parti politique de Marine Le Pen, une politicienne de l'extrême droite, s'appelle : « Le rassemblement national ». Ce nom démontre exactement cet intérêt de rassembler la nation. L'opposition « La République En Marche ! », dirigé par Emmanuel Macron, souligne aussi l'idée d'une France unie en tant que république. De plus, Macron a utilisé la « fraternité » pour définir son parti politique, ce qui aussi met en relief l'unification du pays.

Ce besoin de rassembler le pays peut bien être un symptôme d'une France trop diverse. Pendant la proclamation de la troisième République cette tendance était très visible. La France était trop complexe et elle a manqué une identité nationale. Par conséquent la France était très difficile à contrôler. L'État pendant la troisième République a ainsi commencé un rassemblement du pays pour que la France puisse fonctionner comme une démocratie. Quand les politiciens d'aujourd'hui affirment la nécessité de trouver une identité commune, ils dévoilent alors d'une manière que la France est très déchirée.

De l'autre côté, il semble que ce rassemblement rend le déchirement plus apparent. En essayant de définir ce qui est français, il devient encore plus clair qu'il existe plusieurs idées de l'identité française. Sarkozy parle de cette diversité dans un de ces discours concernant le grand débat sur l'identité nationale : « La France est diverse. [...] C'est une multitude de coutumes, de traditions, de croyances. » (Sarkozy, 2009) Donc, paradoxalement son essai de trouver une identité commune a pour résultat, la découverte que la France est justement diverse et déchirée. Comme pendant l'Affaire Dreyfus, l'essai de rassembler la France a pour résultat d'accentuer ses différences. Il semble alors que l'idée de la France se constitue des idées diverses et contradictoires. Mais de quelle manière sont ces déchirements dreyfusiens ?

Depuis la proclamation de la cinquième République c'est le clivage entre gauche et droite qui domine la France politique. Les deux camps sont représentés chacun par un grand parti politique : Le parti socialiste d'un côté et les Républicains de l'autre. Ce clivage vient de la Révolution. Après 1789 les députés de l'Assemblée nationale qui soutenaient les avancées révolutionnaires siégeaient à gauche, tandis que leurs opposants « nostalgiques de l'ordre ancien de la monarchie et de l'Église » (Buruma, 2017) siégeaient à droite. Globalement, il s'agissait d'une séparation entre les républicains et les monarchistes. Aujourd'hui la

différence entre la droite et la gauche concerne surtout le rôle de l'État. Tandis que la droite valorise la liberté et considère que l'État doit favoriser l'envie d'entreprendre, la gauche valorise surtout l'égalité et pense que la redistribution des richesses est le rôle primaire de l'État. Cette division de la France montre aussi une diversité, mais pas celle de l'Affaire Dreyfus.

Ces dernières années il y a eu des changements dans ce paysage politique. Pendant les élections présidentielles de 2017 les Français s'éloignaient de la division entre gauche et la droite et ils ont voté pour deux partis qui ne représentaient pas ce clivage. D'un côté il y avait le parti de Marine Le Pen : Front National (aujourd'hui Rassemblement National), un parti de l'extrême droite. De l'autre côté on trouvait le parti d'Emmanuel Macron : En Marche ! (Aujourd'hui La République en Marche) qui se place entre la gauche et la droite. Ainsi, la politique française actuelle se constitue de partis qui sont difficiles à placer sur le spectre gauche-droite. Ce paysage politique exige un modèle différent de celui de gauche-droite pour qu'on puisse le comprendre. Comme nous allons le voir ce modèle peut être celui de l'Affaire Dreyfus.

Le parti de Le Pen représente la lutte pour la « vraie France » (Buruma, 2017) et une France fermée. C'est en particulier des pensées comme : « qu'être Français et musulman est une contradiction dans les termes [...] » (Buruma, 2017) qui de même façon que l'antisémitisme pendant l'Affaire réaffirme l'objectif d'une France pour des Français choisis. Marine Le Pen travaille aussi pour un Frexit, le retrait de la France de l'Union européenne, ce qui souligne sa volonté de fermer les frontières et de créer une France indépendante et supérieure aux autres nations. La popularité de Le Pen nous montre alors une montée du nationalisme fermé en France, ce qu'on voit aussi par l'hostilité envers les musulmans et aussi une montée d'antisémitisme.

Dans la France contemporaine, on retrouve alors la xénophobie et l'idée étroite de la nation française : les piliers de l'antidreyfusisme. Comme pendant l'Affaire Dreyfus ces pensées ont probablement pour origine l'instabilité et la peur. La menace culturelle de la globalisation, les événements terroristes du Bataclan et de Charlie Hebdo, ainsi que la situation économique affaiblie, sont des sources probables de cette instabilité actuelle. Pour les Français il semble alors pressant de protéger ce qui est français, et ils se tournent vers ce qui leur est connu, vers l'héritage et le passé et votent pour une nation fermée. Donc, la France retourne petit à petit vers les idées antidreyfusiennes. Ce tournement vers l'antidreyfusisme s'est passé plusieurs fois pendant le XXème siècle, entre autres en 1930

(fascisme) et pendant le régime de Vichy (nazisme). Il s'agit alors d'une tendance dans la société française qui dévoile que les pensées antidreyfusiennes, avec leur emphase sur une idée étroite de la nation et de la peur envers ce qui est inconnu, font bien partie de la nationalité française.

L'aspect dreyfusien de la politique macronienne est plus difficile à souligner. Il est tout de même bien clair qu'il ne représente pas un côté du clivage traditionnel gauche-droite. Cependant, de le distinguer comme dreyfusard me semble un peu trop audacieux. Il n'a pas une passion extraordinaire pour l'individu et ces droits. Tout de même, il a un amour pour les valeurs républicaines. Dans une petite web-série faite par C8, Macron explique ses pensées politiques comme un mélange qui assure la liberté, l'égalité et aussi la fraternité, tandis que les autres partis choisissent une des trois (C8, 2017). En mettant en relief toutes ces trois valeurs, il souligne alors le lien entre son parti politique et l'héritage révolutionnaire. La popularité de Macron démasque ainsi une volonté chez les Français d'accomplir l'idéal de la Révolution. Il semble alors que l'attachement aux idées dreyfusiennes soit particulièrement fort dans la société française aujourd'hui.

Un autre élément qui est mis en relief pendant l'Affaire est le rôle de l'État. Aujourd'hui l'État français a deux rôles différents. Premièrement c'est l'institution qui dirige et contrôle le pays, alors d'une manière il constitue le monopole du pouvoir. Cette puissance supérieure est dépendante de critique, pour que le pays puisse fonctionner comme démocratie. Il n'y a pas de manque d'une telle critique en France, voir les gilets jaunes et le mouvement social contre la réforme des retraites. Cette critique se présente néanmoins comme un obstacle, si on regarde le deuxième rôle de l'État. Ce centre de pouvoir a de fait aussi pour rôle de représenter la nation. Une des choses qui rassemble les Français est le fait qu'ils sont républicains et qu'ils s'adhèrent à ce régime et ces valeurs. L'État et la république joue alors un rôle important pour l'identité française, et par conséquent on doit protéger l'État pour préserver la nation. Le rôle de l'État révèle alors un paradoxe entre le besoin de critique et la nécessité de protection.

L'article 49,3, qui a été utilisé pour la réforme de retraites au début de 2020, dévoile cette volonté de protéger l'État. Cet article représente une manière pour l'État de dépasser l'opinion du peuple. Alors, il semble que c'est une façon pour l'État de se protéger contre la critique du peuple. L'article est utilisé 87 fois depuis 1958 (Vie publique.fr, 2020), ce qui montre sa place importante dans le système français. Cet article est tout de même tant odieux qu'il est aimé. Quand il a été utilisé au mois de février, des titres comme : « L'usage de l'article 49-3 est-il

un déni de démocratie ? »(Sailly, 2020) a envahi les journaux. Même l'ancien président François Hollande a déclaré en 2006 que : « Le 49-3 est une brutalité, le 49-3 est un déni de démocratie » (Prigent, 2016). Cette haine nous montre le rôle de l'État comme tête de pouvoir, qui exige des critiques pour que la démocratie puisse fonctionner. La loi qui aurait protégé l'État, est alors critiquée, ce qui montre les obstacles de ce rôle ambigu de l'État.

Comme déjà mentionné, cette ambiguïté de l'État a commencé pendant la troisième République. Les républicains essaient de faire adhérer les Français à l'idée d'une république, pour créer une identité nationale républicaine. L'idée de l'État s'accolle alors à celle d'une nation. Pendant l'Affaire Dreyfus ces deux rôles se concrétisent, et ses obstacles deviennent aussi claires. En même temps qu'il y a une sorte de méfiance envers les têtes au pouvoir, les citoyens se rallient autour des valeurs de raison d'État, en essayant de protéger l'idée de la France. Alors, le rôle de l'État reflète aussi le clivage dreyfusien. L'État se trouve dans une position d'entre deux, dans laquelle la crédibilité de l'État est menacée et réaffirmée plusieurs fois. Les Français soutiennent l'État en même temps qu'ils le condamnent. Alors, il semble que même si ces deux rôles existent avant l'Affaire, le clivage dreyfusien les rend visible et peut-être les enracine dans l'idée même de la France.

Un autre héritage de l'Affaire Dreyfus est le rôle des intellectuels. Ce phénomène ne supporte pas la même idée d'un clivage, mais démontre tout de même un héritage important de l'Affaire. Il semble que la lettre de Zola fonctionne comme un déclencheur pour les intellectuels. Cette lettre et son effet produit démontre le pouvoir de la plume, et par conséquent elle crée une passion pour s'engager contre le pouvoir. En discutant les intellectuels pendant l'Affaire on a utilisé la définition de Jean-Paul Sartre de 1968, ce qui démontre un intérêt pour les intellectuels plus de 60 ans après l'Affaire. Pendant les manifestations en mai 69 les intellectuels jouaient alors aussi un rôle important. Déjà en 1967, Sartre et Bertrand Russel présidaient une assemblée internationale d'intellectuels qui condamnait les guerres, en particulier celle du Vietnam. Quand les manifestations ont commencé en 68, les intellectuels étaient alors prêts pour faire l'écho de la révolte dans les rues (Capron, 2018). Le conflit de 68 dévoile alors que les intellectuels faisaient partie de la nation française il y a 50 ans.

Et aujourd'hui ? Tant d'historiens voudraient dire que ces intellectuels n'existent plus. Ces intellectuels, c'est-à-dire les intellectuels universels qui parlent au nom du peuple et qui s'engagent pour les valeurs universelles. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas d'intellectuels, mais que leur rôle s'est développé. Aujourd'hui, il y a des intellectuels

spécifiques et médiatiques. Alors que les intellectuels universels parlent au nom du peuple, les intellectuels spécifiques voudraient l'instruire. Tandis que les intellectuels universels sont connus pour leurs œuvres, les intellectuels médiatiques sont plutôt connus pour leurs noms (Salmon et al., 2019). Alors, il semble que le figure d'intellectuel de l'Affaire est en train de se découdre.

Il y a, tout de même, un certain héritage de cette idée dreyfusienne de l'intellectuel. Il existe toujours une sorte d'idée française qui encourage à prendre la parole de manière vigoureuse et pompeuse au nom du peuple. Voyez, par exemple Virginie Despentes et son article dans *Libération* : « Césars : « Désormais on se lève et on se barre » » (Despentes, 2020) qui condamne les puissants et le manque d'égalité dans la société. Cet article montre qu'il existe toujours des intellectuels, qui démontrent les fautes de la société et combattent pour les valeurs universelles. Il y a alors toujours une lutte pour l'idéal de la Révolution mené par la plume des intellectuels.

L'Affaire Dreyfus nous aide alors à comprendre plusieurs aspects de la société française d'aujourd'hui. D'un côté le paysage politique présente plus que jamais un clivage entre des idées antidreyfusiennes et dreyfusiennes. De l'autre côté, l'État se trouve plus ou moins dans la même position que pendant l'Affaire, entre la confiance extrême et la méfiance totale. De plus, l'Affaire introduit le rôle des intellectuels, qui existe plus ou moins encore aujourd'hui.

## CONCLUSION

Mon hypothèse était que l'identité française est marquée par l'Affaire Dreyfus. C'est une hypothèse audacieuse qu'une erreur juridique du XIX<sup>e</sup> siècle aurait pu bouleverser la société au point de pénétrer l'identité nationale. Cette hypothèse semble tout de même beaucoup plus probable si on étudie le contexte historique de l'Affaire. Elle éclate dans une France en pleine construction nationale, impactant l'âme de la France. De plus, la France du XIX<sup>e</sup> siècle se distingue déjà comme un pays très hétérogène dominé par une histoire diverse. Il y a au moment de l'Affaire une opposition forte entre les monarchistes et les républicains, entre la tradition et l'avant garde. La nouvelle d'un traître juif dans l'armée, touche à tous les points sensibles de cette opposition et quand Zola publie une lettre démontrant les fautes de l'État-major, l'affaire s'universalise et devient l'Affaire.

De cette universalisation il ne s'agit plus de la condamnation d'un officier, mais des thèmes beaucoup plus importants qui définissent l'idée même de la France. Le nationalisme et

l'antisémitisme qui étaient des tendances mineures auparavant, sont témoins d'une croissance énorme, ce qui indique que la France s'éloigne de l'héritage révolutionnaire et soutient une fortification des institutions et d'une France fermée. De l'autre côté, l'Affaire contribue aussi à la formation des intellectuels et une passion pour les droits universels. Ce camp amplifie alors l'héritage de la Révolution et soutient l'identité démocratique et d'une France ouverte. Il se développe alors deux idées de l'âme française. Cette opposition est encore visible aujourd'hui dans une France toujours diverse et décentralisée. Il y a encore un nationalisme qui porte la marque d'un antisémitisme, en même temps qu'il y a aussi un désir d'une France ouverte et moderne. Il y a alors encore des traces de l'Affaire Dreyfus aujourd'hui.

Cependant, c'est probablement trop audacieux de dire que ce clivage n'aurait pas existé sans l'Affaire. Même en s'imaginant une France sans Dreyfus, il y aurait toujours deux tendances marquantes dans la société, car elles existent déjà sous la Révolution. Donc, il y aurait probablement toujours eu un clivage en France. Tout de même, ce n'est pas certain que ce clivage ait été si enraciné dans l'esprit des Français. Sans l'Affaire, le nationalisme aurait eu un développement complètement différent, et également les intellectuels n'auraient pas eu ce début vigoureux initié par Zola. Cependant, il est difficile de constater l'effet exact de l'Affaire. On peut tout de même conclure que l'Affaire Dreyfus nous aide à comprendre cette France déchirée à laquelle les Français s'identifient, ce qui nous aide donc à comprendre l'identité française - une identité qui reste paradoxalement, clivée.

Il est aussi possible de continuer à développer cette idée d'une identité clivée en se plongeant dans le nationalisme français ou bien le modèle d'intellectuel. Dans mon travail j'ai seulement touché à ces idées, mais il est aussi intéressant de les étudier plus profondément. Par exemple, étudier les intellectuels au cours de XX<sup>e</sup> siècle en France et les comparer avec celles des autres pays, pour comprendre l'héritage de Zola dans l'identité nationale.

## BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, B. (2016). *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism* (Revised ed.<sup>e</sup> éd.). Verso.
- ARTE. (2017). *L'Affaire Dreyfus* [Video file].  
[https://www.youtube.com/watch?v=OMvo2PX4\\_I0](https://www.youtube.com/watch?v=OMvo2PX4_I0)
- Barrès, M. (1899). *La terre et les morts : sur quelles réalités fonder la conscience française*.  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k54482341.textelImage>
- Boyarin, D. et Boyarin, J. (1993). Diaspora: Generation and the Ground of Jewish Identity. *Critical Inquiry*, 19(4), 693-725. [www.jstor.org/stable/1343903](http://www.jstor.org/stable/1343903)

- Boza, A. (2019). J'Accuse Dossier pédagogique.
- Burns, M. (1995). *The Policy of Pardoning : Dreyfus and the World's Fair in 1900*. In Denis, M., Lagrée, M., & Veillard, J. (Eds.), *L'affaire Dreyfus et l'opinion publique : en France et à l'étranger*. Presses Universitaires. <https://books.openedition.org/pur/16495#authors>
- Buruma, I. (2017, le 23 mai). La fin du clivage entre gauche et droite? *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/opinions/fin-clivage-entre-gauche-droite>
- C8. (2017). *La droite et la gauche selon Emmanuel Macron* [Video file]. <https://www.youtube.com/watch?v=54rzz74ikLI>
- Cahm, E. (1996). *The Dreyfus affair in French society and politics*. Longman.
- Capron, S. (2018, 21 mars). Mai-68 : Jean-Paul Sartre, un intellectuel en soutien des salariés et des étudiants. *France Inter*. <https://www.franceinter.fr/culture/mai-68-jean-paul-sartre-un-intellectuel-en-soutien-des-salaries-et-des-etudiants>
- Demeure, B. (2016). L'affaire Dreyfus : la patrie française contre les droits de l'homme. *Topique*, 136(3), 63-78. <https://doi.org/10.3917/top.136.0063>
- Despentes, V. (2020). Césars : « Désormais on se lève et on se barre ». *La Libération*. [https://www.liberation.fr/debats/2020/03/01/cesars-desormais-on-se-leve-et-on-se-barre\\_1780212](https://www.liberation.fr/debats/2020/03/01/cesars-desormais-on-se-leve-et-on-se-barre_1780212)
- Erre, F. (2018). *Presse et censure au XIXe siècle*. <https://www.occitanelivre.fr/presse-et-censure-au-xixe-siecle>
- Foulon(a), C.-L. (s.d.). *Bernard Lazare premier Dreyfusard*. <http://www.dreyfus.culture.fr/fr/dreyfus-et-les-siens/l-engagement-des-proches/bernard-lazare-premier-dreyfusard.htm>
- Foulon(b), C.-L. (s.d.). *La fondation de la Ligue des Droits de l'Homme* <http://www.dreyfus.culture.fr/fr/la-posterite-de-l-affaire/les-combats-des-droits-de-l-homme/la-fondation-de-la-ligue-des-droits-de-l-homme.htm>
- Guisnel, J. (1995, le 12 septembre ). Dreyfus: l'armée s'accuse enfin. L'institution militaire admet la «conspiration» contre un «innocent». *Libération*. [https://www.liberation.fr/societe/1995/09/12/dreyfus-l-armee-s-accuse-enfin-l-institution-militaire-admet-la-conspiration-contre-un-innocent\\_144135](https://www.liberation.fr/societe/1995/09/12/dreyfus-l-armee-s-accuse-enfin-l-institution-militaire-admet-la-conspiration-contre-un-innocent_144135)
- Hyvik, J. J. (2015) *Kulturnasjonalismen 1830–1870*. article. <https://www.norgeshistorie.no/bygging-av-stat-og-nasjon/1428-kulturnasjonalisme-1830-1870.html>
- Jacquet, J.-B. T.-S. (2012). *The Significance of the Dreyfus Affairs on Politics in France from 1894 to 1906*. E-International Relations Students. <https://www.e-ir.info/2012/06/06/the-significance-of-the-dreyfus-affairs-on-politics-in-france-from-1894-to-1906/>
- Larousse. (s.d.). Nation. Dans *La Dictionnaire Larousse en ligne*. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/nation/53859?q=nation#53503>
- Le livre de Poche. (s.d.). *Émile Zola*. <https://www.livredepoche.com/auteur/emile-zola>
- Le Monde Diplomatique. (s.d.). *Nationalisme*. <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/nationalisme>
- Le petit journal. (1895, le 6 janvier). Le traître Dreyfus. *Le petit journal*, (11699). <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k613393f/f1.item.r=traître.zoom>
- Loyer, E. (2017). *Une brève histoire culturelle de l'Europe*. Flammarion.
- Miquel, P. (1985). *Que sais-je L'Affaire Dreyfus* (7<sup>e</sup> éd.). Presses Universitaires.

- Mitchell, A. (1982). La mentalité xénophobe: Le contre-espionnage en France et les racines de l'affaire dreyfus. *Revue d'histoire moderne et contemporaine (1954-)*, 29(3), 489-499. [www.jstor.org/stable/20528969](http://www.jstor.org/stable/20528969)
- Ory, P. et Sirinelli, J.-F. (1992). *Les Intellectuels en France, De l'Affaire Dreyfus à nos jours* (2<sup>e</sup> éd.). Armand Colin.
- Palmer, P. R., Colton, J. et Kramer, L. (2014). *A History of Europe in the Modern World* (11<sup>e</sup> éd.). Mc Graw Hill Education.
- Passerelle(s). (2015). *Zola dans l'Affaire Dreyfus*. Bibliothèque nationale de France,. <http://passerelles.bnf.fr/documents/zola.pdf>
- Péguy, C. (1902, le 4 décembre). *Cahiers de la Quinzaine*.
- Perrot, M. (2009). Le féminisme. Dans *L'affaire Dreyfus* (p. 132-139). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.ducle.2009.01.0132>
- Renan, E. (1882, le 11 mars). Qu'est-ce qu'une nation? [Speech]. [http://www.iheal.univ-paris3.fr/sites/www.iheal.univ-paris3.fr/files/Renan - Qu'est-ce qu'une Nation.pdf](http://www.iheal.univ-paris3.fr/sites/www.iheal.univ-paris3.fr/files/Renan_-_Qu'est-ce_qu'une_Nation.pdf)
- Sailly, L. (2020, le 8 mars). L'usage de l'article 49-3 est-il un déni de démocratie ? *Contrepoints*. <https://www.contrepoints.org/2020/03/08/365979-l'article-49-3-et-les-deputes-du-jeu-mediatic-aux-enjeux-democratiques>
- Salmon, C., Rosanvallon, P. et Dosse, F. (2019, 23 mars). Les intellectuels sont-ils morts? . *France Culture*,. <https://www.franceculture.fr/sociologie/les-intellectuels-sont-ils-morts-par-christian-salmon-pierre-rosanvallon-et-francois-dosse>
- Sarkozy, N. (2009, le 12 Novembre). *Discours de Nicolas Sarkozy sur l'identité française*. <https://www.voltairenet.org/article162906.html>
- Sartre, J.-P. (1968, 19-25 juin). Propos recueilli. *Le Nouvel Observateur*.
- SavoirAgir. (2007). « L'identité nationale » en France. *Savoir/Agir*, 2(2), 79-89. <https://doi.org/10.3917/sava.002.0079>
- Stengers, J. (1995). La Belgique, un foyer de dreyfusisme. Dans M. Denis, M. Lagrée et J.-Y. Vellard (dir.), *L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique: en France et à l'étranger* (p. 277-290). Presse universitaires de Rennes. <https://books.openedition.org/pur/16531>
- Thiesse, A.-M. (2007). La nation, une construction politique et culturelle. *Savoir/Agir*, 2(2), 11-20. <https://doi.org/10.3917/sava.002.0011>
- Tomei, S. (2010). Clemenceau et Dreyfus. *Commentaire, Numéro 129(1)*, 243-245. <https://www.cairn.info/revue-commentaire-2010-1-page-243.htm>
- Vie publique.fr. (2020). *Le recours à l'article 49.3 de la Constitution : dans quels cas ?* <https://www.vie-publique.fr/fiches/19494-le-recours-l'article-49-3-de-la-constitution>
- Vold, T. (2019). Som en nasjonalsang overalt. Den postnasjonale litteraturen. . Dans *Å lese verden. Fra imperieblikk og postkolonialisme til verdenslitteratur og økokritikk*. (p. 277-337). Unversitetsforlaget.
- Wieder, T. (2009, le 6 novembre). Aux racines de l'identité nationale. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/politique/article/2009/11/06/aux-racines-de-l-identite-nationale\\_1263699\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2009/11/06/aux-racines-de-l-identite-nationale_1263699_823448.html)
- Zola, É. (1898, le 13 janvier). J'Accuse. *L'Aurore*, (87). <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k701453s.r=J%27accuse%20Zola?rk=729617;2>

